La famille

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité de parrainer avec les provinces un programme de communication, incluant l'utilisation de la télévision, afin d'affirmer l'importance du mariage et de la vie familiale.

—Madame la Présidente, c'est la première fois que j'ai l'occasion d'intervenir alors que vous occupez le fauteuil. Permettez-moi, malgré ce retard, de vous présenter mes compliments et mes félicitations et d'espérer que vous aurez autant de plaisir dans l'exercice de vos fonctions à la Chambre que les députés en ont à vous avoir comme présidente.

• (1700)

La motion que je présente aujourd'hui a déjà été présentée plus tôt cette année pour un débat durant l'heure réservée aux initiatives parlementaires qui a suscité tellement d'enthousiasme de la part des députés qu'à 6 heures ils parlaient encore. J'ai donc voulu présenter de nouveau cette résolution à la Chambre pour nous donner une nouvelle occasion d'en discuter. Je voudrais toutefois avertir les députés que j'espère qu'ils sauront suffisamment modérer leur ardeur pour nous permettre de conclure ce débat aujourd'hui sur un vote affirmatif.

Cela dit, je vous dois ainsi qu'à la Chambre des explications et des excuses. Le hasard a voulu que je préside une réunion du comité permanent de la Chambre que je viens de quitter, et qui continue à siéger. En raison de la nature de l'ordre du jour, je vais devoir y retourner dès que j'aurai terminé mon intervention. Je le regrette profondément car j'aurais été très heureux d'écouter les interventions des autres députés de tous les partis. Je devrai donc malheureusement attendre la publication du hansard pour pouvoir en lire le texte.

Cette motion devait être discutée hier, mais la Chambre se souviendra que l'ordre du jour de vendredi dernier a été reporté à hier, et celui d'hier à aujourd'hui pour une cause tout à fait louable selon certains, à savoir les événements de vendredi dernier. C'est ainsi que mon programme s'est trouvé télescopé, et qu'une réunion de comité a lieu en même temps que le débat sur ma motion d'initiative parlementaire.

Je souhaite tout d'abord rappeler à la Chambre l'importance fondamentale de la famille non seulement pour les éléments de la cellule familiale, mais pour la société elle-même. Indépendamment des autres modifications de notre société, l'histoire sociale montre que la famille a toujours constitué le fondement indispensable d'une société. La famille répond au besoin d'appartenance que ressentent tous les êtres humains, quelle que soit leur culture ou la région du monde où ils habitent. Nous avons les mêmes besoins, et notamment le besoin d'aimer et d'être aimés. La famille a répondu à ces besoins de façon extraordinaire, depuis des temps immémoriaux.

La famille a évolué d'une époque à l'autre. Nous avons eu la famille patriarcale, qui regroupait un grand nombre d'individus. Il y a eu la famille domestique, plus limitée, et, ces dernières années, nous avons eu ce que les sociologues qualifient de famille nucléaire ou de cellule familiale, composée de la mère, du père plus un, deux ou trois enfants.

Ses observations concernent directement ce dont nous débattons ici aujourd'hui en ce qu'elles touchent à l'intégrité qui devrait caractériser le gouvernement et les trahisons répétées du gouvernement conservateur. Il m'a signalé qu'à l'été de 1984 il avait fait campagne avec l'actuel ministre des Finances (M. Wilson). Il avait demandé à l'époque pourquoi les conservateurs ne révélaient pas ce qu'ils prévoyaient faire, pourquoi ils ne dévoilaient pas au peuple canadien ce que serait leur politique advenant qu'ils forment le gouvernement. Le ministre des Finances lui avait alors dit qu'ils ne seraient pas élus s'ils faisaient cela, qu'il ne devrait pas insister pour qu'ils soient explicites sur ces questions. En effet, il s'en tenait, je suppose, à la stratégie Crosbie.

Cela est très pertinent car le 24 août 1984, l'actuel ministre des Finances a fait une déclaration au sujet de l'industrie aéronautique canadienne. Il a dit explicitement qu'il envisageait de regrouper les deux sociétés d'État, Canadair et de Havilland, en une nouvelle entité, une société d'État, qui veillerait à ce que les fonds publics considérables qui ont été investis dans ces sociétés, en particulier dans Canadair, ne soient pas perdus, que ces sociétés soient bien administrées et qu'elles fonctionnent rondement. Il a laissé entendre que le secteur privé pourrait participer à la vente d'appareils. Il a clairement manifesté son aversion pour une idéologie favorisant l'entreprise publique.

Dans la déclaration faite pendant la campagne électorale on promettait clairement aux employés de Canadair et de de Havilland, aux gens de Montréal et de Toronto ainsi qu'à tous les Canadiens, qu'un gouvernement conservateur utiliserait l'entreprise publique pour faire en sorte que des investissements substantiels dans le secteur aérospatial soient faits pour le bien de tous les citoyens.

A la lumière de cela, que dire de ce qui a été fait jusqu'à présent? Lorsque ce monsieur est devenu ministre des Finances il a publié un document budgétaire sur la privatisation qui disait explicitement que les sociétés d'État ne seraient pas vendues au rabais simplement pour les tranférer rapidement au secteur privé. Mon collègue de Winnipeg-Nord a mentionné que Bombardier achète cette société à un prix très bas comparé à sa valeur déterminée par des spécialistes de ce secteur, c'est-à-dire sa valeur comptable et sa valeur de liquidation. Selon toutes les évaluations, c'est un cadeau que l'on fait à Bombardier. Canadair n'est privatisée que pour des raisons idéologiques.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je regrette de devoir interrompre le député. Comme il est 17 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des mesures d'initiative parlementaire inscrites au Feuilleton d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— MOTIONS

[Traduction]

LA FAMILLE

LE PROGRAMME DE COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT—LE MARIAGE ET LA VIE FAMILIALE

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest) propose: